

**APPEL À CANDIDATURES EN VUE DE LE DÉLIVRANCE D'UNE AUTORISATION D'UTILISATION ET D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC EN VUE DE L'EXPLOITATION D'UNE ÉPICERIE SOCIALE ET SOLIDAIRE SITUÉE SUR LE CAMPUS PORTE DES ALPES (BRON) DE L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2.**

**Personne publique :**

Université Lumière Lyon 2, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, 18 Quai Claude Bernard, 69007 Lyon.

**Pouvoir adjudicateur :**

Madame la Présidente de l'Université Lumière Lyon 2.

**Objet de la publicité :**

L'Université Lumière Lyon 2 lance un appel à candidatures afin de mettre en place une convention d'utilisation et d'occupation temporaire du domaine public.

L'occupation concerne l'exploitation d'une épicerie sociale et solidaire à destination des étudiants sur le campus Porte des Alpes de l'Université Lumière Lyon 2.

Au regard de la nature du projet, les candidatures attendues sont celles d'associations ou autres structures à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

**Localisation du site et population concernée par l'épicerie sociale et solidaire de l'Université :**

Campus Porte des Alpes, 5 avenue Pierre Mendès France, Bron ;

Le campus Portes des Alpes accueille **16 700 étudiants sur 28 000 étudiants au total.**

**L'épicerie sociale et solidaire doit permettre à des étudiants rencontrant des difficultés financières de pouvoir accéder à une offre de produits alimentaires principalement (denrées non périssables et produits frais) ainsi qu'à des produits d'hygiène et d'entretien à un coût très inférieur au coût de marché.**

À partir d'un travail d'identification des bénéficiaires réalisé par les membres de la structure et de l'Université réunis au sein de la **commission « Épicerie sociale et solidaire » mensuelle**, les étudiants seront accueillis et pris en charge par l'épicerie pour accéder à une offre de produits alimentaires, principalement. Des actions d'animation et de sensibilisation autour de l'alimentation pourront également être mises en place pour les étudiants, en partenariat avec les services de l'Université.

À titre indicatif, l'Université est fermée 4 semaines l'été de mi-juillet à mi-août et 2 semaines en décembre. Le calendrier universitaire 2026/2027 prévisionnel est mis en annexe n°1.

**Conditions d'utilisation des locaux :**

Les locaux utilisés pour l'exploitation de l'épicerie sont situés à la Maison de l'Étudiant.e (MDE) :

- MDE.009 – superficie : 24,59 m<sup>2</sup> – Local épicerie ;
- MDE.010 – superficie : 9,56 m<sup>2</sup> – Local de stockage de l'épicerie

- MDE.009a — superficie : 24,93 m<sup>2</sup> — Lieu de vie de l'épicerie : espace de détente dédié aux bénéficiaires et bénévoles de l'épicerie, et plus largement aux étudiants fréquentant le campus, afin de lutter contre l'isolement social, et permettant la tenue d'animations, temps d'échanges informels, etc.

Le plan des locaux occupés est transmis en annexe n° 2.

L'occupant prendra possession des locaux et procédera aux aménagements nécessaires au fonctionnement de l'épicerie sociale et solidaire de manière à être pleinement opérationnel à compter de la rentrée universitaire 2026.

### **Présentation de l'épicerie existante**

Depuis 2019, l'Université dispose d'une épicerie sociale et solidaire. À titre indicatif, voici quelques données sur l'activité de l'épicerie :

#### **Données de fréquentation et d'activité 2024-2025 :**

- 343 bénéficiaires inscrits par an, dont 85 bénéficiaires différents ;
- 42 bénéficiaires en moyenne par mois, sur 8 mois ;
- 887 passages annuels à l'épicerie ;
- Fréquentation stable depuis 2020, toujours légèrement plus importante en début de mois, et moins importante en fin d'année universitaire.

#### **Données chiffrées :**

- Jours et horaires d'ouverture pratiqués jusqu'ici : mercredis de 11h15 à 12h30 et de 15h15 à 16h30 et jeudis de 9h15 à 10h30
- Entre septembre et juin, 305h d'ouvertures cumulées de l'épicerie, assurées par 24 bénévoles et 2 volontaires en Service Civique
- Volume moyen de produits distribués / vendus : 9500 kg de denrées et 2840,13€ vendus sur l'année.
- 17 partenaires différents pour l'approvisionnement : Banque alimentaire, particuliers, commerces, entreprises ou écoles du territoire, grandes marques...

### **Caractéristiques générales de l'AOT :**

Les autorisations d'occupation temporaire (AOT) du domaine public peuvent être délivrées à des personnes physiques ou morales, sous réserve du respect de la réglementation en vigueur.

Elles n'accordent aucun droit réel au sens de l'article L. 2122-6 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

En aucun cas l'occupant ne pourra céder, transmettre ou sous-louer ses installations pendant la durée de validité du titre d'occupation.

L'autorisation sera considérée comme caduque si l'occupant n'obtient pas la ou les autorisations requises au vu des diverses législations applicables.

L'occupant devra respecter la réglementation relative aux activités exercées.

Les autorisations sont délivrées à titre précaire pour la durée qui sera définie dans le cadre de la convention, mais sont révocables à tout moment, sans indemnité.

À la fin de la période d'exploitation, les installations devront être impérativement retirées.

### Durée de la convention :

La présente convention est conclue pour une durée d'**un (1) an** à compter de la date de notification.

À l'expiration de la période initiale, elle est ensuite renouvelable tacitement trois (3) fois, pour une durée identique à la période initiale, soit un an par reconduction, sans que la durée totale d'exécution ne puisse excéder quatre (4) ans.

Cette convention est cependant précaire et révocable.

L'usage de la **langue française** est obligatoire pour la rédaction des propositions et des déclarations.

Les offres devront être faites **en euros**.

### Contenu du dossier de la consultation :

Le dossier de la consultation se compose :

- De la convention d'autorisation d'occupation du domaine public et de ses annexes (calendrier universitaire ; plan des locaux ; simulation de commande d'un panier « type » et désignation des correspondants privilégiés) ;
- Du présent appel à candidatures valant règlement de consultation (RC) ;
- Du cadre de réponse.

### Contenu des propositions :

Pour cet appel à candidatures, seules les personnes morales sous forme associative ou coopérative sont autorisées à présenter une offre de candidature.

### Le projet proposé devra comporter :

- Le détail de l'offre de service proposée par l'épicerie sociale et solidaire (produits proposés, ouverture, fréquence, etc...) ;
- Les modalités d'accueil et de désignation des bénéficiaires (dossier de demande, cibles, instruction des demandes, validation des demandes, suivi et évaluation) ;
- Les modalités d'approvisionnement (partenariats prévus, coût d'achat, respect des règles d'hygiène et sécurité, logistique prévue, ...) ;
- Les modalités de travail avec les services de l'Université (Vie étudiante et SSE<sup>1</sup>) ;
- Les propositions et modalités d'organisation des actions d'animation et prévention (objectifs, programme et contenu des animations, ...) ;
- Un budget prévisionnel détaillé du projet (fonctionnement et investissement) et le prix d'une simulation de produits pour un panier type.

Ces éléments figureront dans le **cadre de réponse** prévu à cet effet et devront s'accompagner de :

- ✓ **La convention AOT signée ;**
- ✓ **L'annexe n° 3 de la convention complétée ;**
- ✓ **L'annexe n° 4 de la convention complétée.**

---

<sup>1</sup> Service de santé étudiant de l'Université Lumière Lyon 2

### **Modalités de dépôt des offres et date limite de réception :**

À compter de la publication, les propositions peuvent être remises à l'Université par voie électronique via le profil acheteur PLACE de l'Université sur le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

La transmission des plis par voie électronique est **obligatoire**. Aucune offre sous format papier ne sera acceptée par l'Université.

Il est rappelé que le soumissionnaire doit transmettre son offre une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule sera ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres. Le pli arrivé postérieurement à la date ou à l'heure limite de remise des plis entraînera l'élimination de l'offre pour non-conformité. L'offre ne sera dès lors pas analysée.

Les offres sont transmises par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .rtf, .dwg et .xls.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse.

Les propositions devront impérativement être remises avant le **lundi 1<sup>er</sup> juin 2026 à 12h00**.

### **Visite des locaux et des sites :**

La visite des locaux et des sites n'est pas obligatoire mais les candidats ne pourront faire valoir leur méconnaissance des lieux pour invoquer un refus de mise en service.

Le candidat qui souhaite visiter les lieux, devra prendre contact avec les personnes citées ci-dessous afin de confirmer sa présence et de convenir du lieu de rendez-vous.

- COUDURIER-CURVEUR Amélie (responsable du service de la vie étudiante) : [a.coudurier-curveur@univ-lyon2.fr](mailto:a.coudurier-curveur@univ-lyon2.fr) (à contacter en première intention)
- OUILIBONA Janisse (assistante sociale Lyon 2) : [j.ouilibona@univ-lyon2.fr](mailto:j.ouilibona@univ-lyon2.fr)

### **Sélection des projets :**

Les projets seront classés au vu des critères suivants :

Critères	Notes
La connaissance des problématiques et du public étudiant	5 points
La faisabilité et crédibilité du budget proposé	5 points
La qualité de l'approvisionnement (diversité des produits, adéquation avec le public étudiant, optimisation de la gestion des stocks par rapport au public et calendrier universitaire, respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaire, qualité environnementale des produits proposés, dont approvisionnement local et/ou responsable)	5 points
La politique tarifaire proposée appréciée au regard des modalités de fixation des prix et des actions mises en œuvre pour garantir l'accessibilité des prix au public étudiant (notamment par le biais des partenariats éventuels ou de mécanismes	5 points

permettant de limiter le coût supporté par les bénéficiaires) – (Annexe n°3 à remplir obligatoirement)	
La qualité de l’offre de service proposée (incluant notamment le traitement des déchets) et l’adéquation avec les besoins des étudiants et avec le calendrier universitaire	<b>3 points</b>
La qualité du process d’accueil et d’instruction et de suivi des demandes d’accès des étudiants aux services de l’épicerie sociale et solidaire	<b>3 points</b>
Les propositions d’organisation et d’animation pour s’assurer d’un partenariat avec les services de l’Université	<b>2 points</b>
La qualité du programme d’animation et de prévention autour de l’alimentation et son adéquation au public étudiant (dont la lutte contre le gaspillage alimentaire et la sensibilisation à une alimentation durable)	<b>2 points</b>
<b>Total</b>	<b>/ 30 points</b>

Il est demandé aux candidats d’apporter leurs réponses pour chaque critère dans le **cadre de réponse** prévu à cet effet.

À l’appui de leur candidature, les structures devront fournir les documents suivants :

- ✓ 3 derniers budgets ou compte de résultats ou, à défaut, tout document équivalent permettant d’apprécier la capacité financière de la structure ;
- ✓ Extrait Kbis ou équivalent ;
- ✓ Attestations d’assurances en responsabilité civile ;
- ✓ Attestations fiscales ;
- ✓ Attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale ;
- ✓ RIB ;
- ✓ N° Siret ou, à défaut, tout document attestant de son existence légale (*N.B : dans le cas où le candidat ne dispose pas de N° Siret lors du dépôt de l’offre, s’il est sélectionné, il devra obligatoirement en posséder un à la date d’installation dans les locaux*).

Les projets qui satisferont au cahier des charges seront classés en fonction de leur note globale obtenue et la structure ayant proposé l’offre classée en première position sera retenue.

Le candidat retenu sera informé individuellement.

Les candidats dont l’offre n’aura pas été retenue, soit en raison de l’inadéquation de leur offre au cahier des charges, soit en raison du classement de leur offre en rang inférieur en seront avisés par voie électronique.

#### **Demande de renseignements et autres informations :**

L’Université attire l’attention des candidats sur le fait qu’aucune réponse orale ne sera donnée aux candidats.

En effet, afin de respecter l’égalité de traitement des candidats et la transparence de la procédure, les candidats doivent faire parvenir leurs questions sur la plate-forme de dématérialisation [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

L’inscription sur la plate-forme de dématérialisation est gratuite et nécessaire pour permettre aux candidats de recevoir les réponses apportées par l’administration aux questions des candidats ainsi que les éventuelles modifications du dossier de consultation.

Les questions des candidats seront reçues et traitées jusqu'à 7 jours calendaires avant la date limite de remise des offres et les réponses seront communiquées aux candidats au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

L'Université se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

L'Université peut à tout moment ne pas donner suite à la procédure. Cet arrêt n'ouvre droit à aucun dédommagement aux candidats ayant retiré ou répondu au dossier de consultation.